

1988-2004

ADOPTION PAR LA NOUVELLE VILLE DE MONTRÉAL DE LA « DÉCLARATION MONDIALE DE IULA SUR LES FEMMES DANS LE GOUVERNEMENT LOCAL »

LE 26 FÉVRIER 2002.

Texte de la motion
d'adoption de la
Déclaration par le
Conseil municipal de
la nouvelle Ville de
Montréal.

**PROPOSÉ PAR
MADAME LOUISE O'SULLIVAN,
MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

La participation des femmes et la prise en compte de leurs besoins spécifiques sont au cœur des enjeux actuels du développement des villes, partout dans le monde.

L'ancienne Ville de Montréal était activement engagée dans la poursuite de l'égalité entre hommes et femmes, depuis le début des années 90. Dans le cadre de son programme Femmes et ville, elle a réalisé de nombreux projets locaux et régionaux, particulièrement sur la question de la sécurité des femmes, en étroite partenariat avec les groupes de femmes et les organismes du milieu. Certaines de ces réalisations ont été reconnues parmi les « meilleures pratiques » en matière d'habitat, par les Nations unies, en l'an 2000.

Des collaborations ont aussi été développées à l'échelle internationale et ont conduit à l'élaboration de la Déclaration mondiale de IULA (Union mondiale des villes et pouvoirs locaux) sur les femmes dans le gouvernement local.

L'ancienne Ville de Montréal a ainsi été **la première ville canadienne à adopter la Déclaration sur les femmes dans le gouvernement local, à l'unanimité du conseil municipal, le 8 mars 1999, Journée internationale des femmes.**

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) et d'autres villes canadiennes ont, par la suite, procédé à leur tour à l'adoption de la Déclaration.

Dans le cadre de la création des nouvelles villes québécoises, plusieurs villes, dont celles de Québec et de Lévis, s'apprentent à ratifier la Déclaration de IULA et à s'engager formellement à intégrer l'objectif de l'égalité entre hommes et femmes et de la participation des citoyennes à la gestion municipale.

C'est donc avec une grande fierté que je recommande aujourd'hui à l'ensemble des membres du conseil de la nouvelle Ville de Montréal de se joindre à ce grand mouvement de solidarité entre les villes pour l'atteinte d'une plus grande justice sociale et d'une meilleure qualité de vie pour les citoyennes, de tous âges et de toutes origines, qui représentent la majorité de la population montréalaise, c'est-à-dire 52 %.

**EN ADOPTANT CETTE
DÉCLARATION, LA NOUVELLE
VILLE DE MONTRÉAL S'ENGAGE À
RÉALISER DIVERS OBJECTIFS,
NOTAMMENT :**

- Renforcer nos efforts pour rendre égal le nombre de femmes et d'hommes dans les organes décisionnaires à tous les niveaux et dans tous les secteurs, et nos efforts pour assurer la participation qualitative des femmes aux conseils, comités et autres groupes liés au processus de décision au sein du gouvernement local (20) ;
- Mettre en œuvre le principe de « *mainstreaming* » en intégrant systématiquement la question de l'égalité entre les sexes à toutes les politiques, programmes et activités de prestation de services (...), en développant des méthodes pour

contrôler et évaluer ce travail de « *mainstreaming* » (21) ;

- Rechercher de nouvelles façons de s'assurer, par des moyens formels et informels, que les femmes sont représentées et participent activement au processus de gouvernance locale (22) ;
- Renforcer la coopération entre municipalités afin de faciliter les échanges d'expériences, élaborer et développer des méthodes, politiques et stratégies visant à contrebalancer les obstacles à la participation des femmes dans le processus décisionnel local (23) ;
- Souligner, mettre en œuvre et superviser des plans d'action pour promouvoir l'égalité des chances (...) dans le recrutement, la promotion, la rémunération et les conditions de travail (24) ;
- Travailler à un changement des attitudes sur les questions liées à l'égalité des sexes, en faisant naître une prise de conscience (..) au sein de la structure politique et administrative (25) ;
- Travailler activement avec d'autres acteurs de la société civile (...), les organismes nationaux (gouvernementaux), le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les groupements professionnels, les groupes de femmes, les instituts de recherche et les syndicats, pour atteindre les buts de cette déclaration (26).